



RÈGLEMENT D'APPEL À CANDIDATURE (RAC) PHASE CANDIDATURE

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE











**Mission de maîtrise d'œuvre relative à la création
d'un poste de commandes centralisées (PCC) à
Carcassonne**

Date et heure limites de réception des candidatures :

Vendredi 26 septembre 2025 à 12 :00

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction territoriale Sud-Ouest
2 port Saint-Etienne
BP 7204
31073 Toulouse CEDEX 7
Tél : 05 61 36 24 51

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Mission de maîtrise d'œuvre relative à la création d'un poste de commandes centralisées (PCC) à Carcassonne
	Mode de passation	Procédure avec négociation
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Groupement solidaire ou groupement conjoint avec mandataire solidaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Durée / Délai	3 ans et 6 mois dont 12 mois de GPA
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Visite obligatoire durant la phase offre

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation.....	5
1.3 - Type et forme de contrat	5
1.4 - Décomposition de la consultation	5
1.5 - Nomenclature	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Déroulement de la consultation.....	6
2.2 - Délai de validité des offres	6
2.3 - Forme juridique du groupement.....	6
2.4 - Variantes	6
2.4 compétences obligatoires attendues	6
3 - Les intervenants	7
3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	7
3.2 - Contrôle technique	7
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	7
4 - Contenu du dossier de consultation	7
5- Présentation des candidatures et des offres.....	7
5.1 - Documents à produire	8
5.2 - Visites sur site.....	9
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
6.1 - Transmission électronique	9
6.2 - Transmission sous support papier	10
7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures	10
7.2 - Suite à donner à la consultation	11
8 - Renseignements complémentaires	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	11
8.2 - Procédures de recours	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Une mission de maîtrise d'œuvre relative à la création du Poste de Commandes Centralisées (PCC) Midi sur le port de Carcassonne.

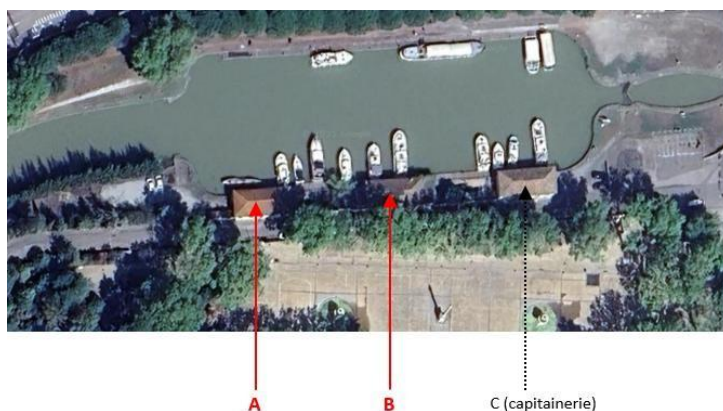
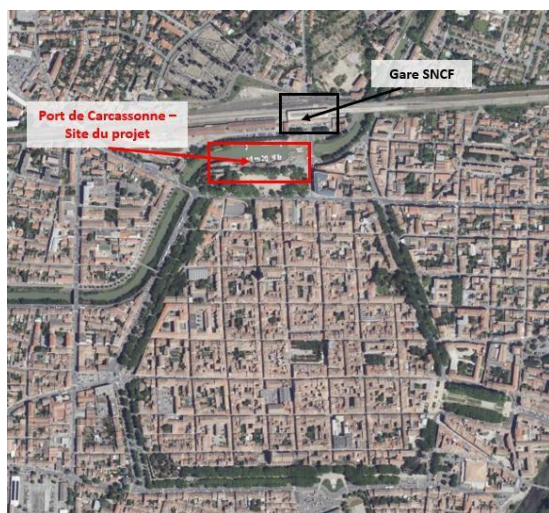
Le Poste de Commandes Centralisées constituera la tour de contrôle de la voie d'eau, ici le Canal du Midi. Il aura quatre missions principales :

- L'exploitation centralisée des ouvrages de navigation et de gestion hydraulique ;
- La gestion globale du trafic et pilotage de la voie d'eau ;
- La communication aux usagers ;
- L'interface avec les équipes de maintenance.

Le PCC prendra place dans 2 bâtiments existants, sous gestion VNF : bâtiments A et B du port de Carcassonne.

Le choix de ce site permet de répondre à trois objectifs :

- Contribuer à l'attractivité du PCC et de ses métiers ;
- Garantir le fonctionnement opérationnel du PCC ;
- Optimiser l'utilisation du foncier de VNF.



Lieux	Données	Contraintes	Intervention attendue
Site	Foncier appartenant au Domaine Public Fluvial	- Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur de la Ville de Carcassonne. - Site classé au Patrimoine Mondial de l'Unesco.	- Echanges réguliers avec les entités instructrices (ABF, DREAL). - Dépôt d'un permis d'aménager ministériel.
Espaces extérieurs	A valoriser et harmoniser	- Soumis à avis ABF et DREAL - Présence de plaisanciers à proximité immédiate.	Une partie des travaux sera à réaliser dans le cadre du projet PCC (cloture, cheminements...), une autre sera à concevoir (aménagements paysagers de la parcelle) et à intégrer au permis mais ne fera pas l'objet de travaux dans l'immédiat.
Bâtiment A	- Non occupé actuellement. - 130 m ² SdP	- Soumis à avis ABF et DREAL	Réhabilitation
Bâtiment B	- Occupé par l'antenne du Service Territorial mais sera libéré avant les travaux - 170 m ² SdP	- Soumis à avis ABF et DREAL	- Réhabilitation - Déconstruction d'une extension (15 m ²) - Désamiantage des toitures des 2 extensions (40 m ² au total)



Le futur PCC sera composé principalement d'espaces tertiaires (salle des commandes, bureaux, salle de réunion), d'espaces support (salle de détente, sanitaires...) et de locaux techniques (local baies informatiques, local groupe électrogène...).

L'enveloppe prévisionnelle dédiée aux travaux est de 835 000 euros HT soit 1 000 000 TTC. Cette enveloppe pourra être modifiée lors de la finalisation du programme. Le montant contractuel sera communiqué lors de la seconde phase de la consultation

Lieu(x) d'exécution :
Port du Canal
Carcassonne
11000 Carcassonne

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure avec négociation. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-3, R. 2161-12 à R2161-23 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est passé en application des articles L.2410-1 à L.2432-2 et des articles R.2412-1 à R.2432-7 du Code de la commande publique, relatifs aux marchés de maîtrise d'œuvre.

Conformément à l'article L.2431-1 du Code de la commande publique la mission de maîtrise d'œuvre est une mission globale qui doit permettre d'apporter une réponse architecturale, technique et économique au programme défini par le maître d'ouvrage pour la réalisation d'une opération,

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71300000-1	Services d'ingénierie
71200000-0	Services architecture.

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Déroulement de la consultation

La procédure est décomposée en deux phases distinctes :

- Une phase de candidature au terme de laquelle les 5 candidats admis à présenter une offre seront sélectionnés sous réserve d'un nombre de candidat suffisant.
- Une phase d'offre au terme de laquelle l'attributaire est choisi.

Le présent appel à candidature concerne uniquement la phase candidature. Les opérateurs économiques souhaitant répondre doivent transmettre uniquement un dossier de candidature. Aucune offre de ne devra être transmise.

Planning prévisionnel.

Étapes	Date / durée prévisionnelle
Date limite de réception des candidatures	26 septembre
Lancement de la consultation phase offre	20 octobre
Date de la visite obligatoire	3 et 13 novembre
Date limite de la réception des offres	1 ^{er} décembre
Audition de négociation	mi-janvier
Date de notification	1 ^{er} mars
Durée prévisionnelle des études	18 mois
Durée prévisionnelle des travaux	12 mois
Durée prévisionnelle de la GPA	12 mois

2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.3 - Forme juridique du groupement

Le candidat peut être un candidat seul ou un groupement. En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

La forme en groupement conjoint se justifie par la diversité des compétences demandées et des missions exigées qui restent très spécialisées. Chacun des cotraitants ne doit se trouver ainsi engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. La responsabilité du mandataire permet de garantir la bonne exécution de la globalité de la mission et ainsi en cas de défaillance d'un cotraitant, proposer au maître d'ouvrage les solutions pour y remédier.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de mandataire d'un ou plusieurs groupements. Il est interdit aux candidats de se présenter en qualité de mandataire de plusieurs groupements.

Dans le cas d'un groupement, l'architecte doit obligatoirement en assurer la fonction de mandataire.

.

2.4 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 compétences obligatoires attendues

L'équipe de maîtrise d'œuvre devra comprendre les compétences attendues suivantes :

- Architecture
- Études techniques
 - Structure / VRD
 - CVC
 - Électricité
- Aménagement paysagé
- Économie de la construction
- OPC

Les compétences ci-dessus sont obligatoires et seront clairement exprimées dans la candidature, à défaut la candidature serait déclarée irrégulière.

Une même entreprise peut porter plusieurs compétences.

3 - Les intervenants

3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.2 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) phase candidature contient les pièces suivantes :

- Le règlement d'appel à candidature (RAC)
- Le cadre de réponse composé :
 - du cadre de présentation des candidatures (premier onglet du fichier),
 - de cadres de références architecturales (onglets suivants du fichier).

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier d'appel à candidature au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des candidatures. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5- Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Les candidats sont invités à remettre un dossier clairement ordonné qui reflètera la capacité du groupement à s'organiser et à communiquer avec la maîtrise d'ouvrage (sous-dossier, nomenclature des fichiers ...).

Pour la phase de candidature, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

A. Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ou case cochée dans le cadre F1 du DC1	Non

B. Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Le cadre de présentation des candidatures est à remplir par chaque candidat	Non
Cadre de présentation des références architecturales (3 références par membre du groupement portant la compétence architecture. Les références sont à choisir parmi celles déjà indiquées dans le « cadre de candidature ».	Non
Déclaration relative au chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

C. Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Inscription à l'ordre des architectes	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

D. Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr .

E. Les candidats peuvent également transmettre en complément un courrier d'accompagnement de leur candidature (2 pages max)

Dans le cas où le candidat est une société nouvellement créée, dans l'incapacité objective de produire les documents et renseignements exigés par le règlement de la consultation, il pourra justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, au-delà de son simple capital social, par tout autre moyen

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Visites sur site

Durant la première phase de la consultation (la candidature), une visite est possible mais non obligatoire. Les candidats peuvent adresser une demande de visite via PLACE (marches-publics.gouv.fr)

Une visite du site et des bâtiments sera obligatoire lors de la phase offre. L'offre d'un candidat qui n'aura pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidatures devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Pour phase d'appel à candidature, le pli doit contenir les pièces définies au présent règlement d'appel à candidature à l'article 5.1.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Pour chacune des phases, si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la phase concernée.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
DTSO – Unité Commande Publique
2 ports Saint-Etienne
BP 7204 31073
Toulouse CEDEX 7

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur a prévu de limiter le nombre de candidats qui seront invités à participer à la phase d'offre. Le nombre de candidats qu'il envisage d'inviter est de 5.

Les critères retenus pour la sélection des candidatures sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1- Qualité technique et professionnelle du candidat : appréciée au regard des compétences, de l'expérience et des qualifications, des références de typologie/contrainte similaires, de la compétence de l'équipe et des expériences précédentes. <ul style="list-style-type: none">Ce critère sera analysé sur la base des informations inscrites dans le cadre de présentation des candidatures.	45.00 %
2- Pertinence et qualité des références illustrées du/des membre(s) du groupement qui porte(nt) la compétence architecture. 3 références par architecte (référence architecturale N°1, N°2 et N°3 – Dupliquer les onglets autant que nécessaire). Une attention particulière sera portée sur les références du mandataire. <ul style="list-style-type: none">Ce critère sera analysé sur la base des informations inscrites dans le cadre de présentation des références architecturales <i>Afin de faciliter le stockage et l'ouverture des fichiers, il est demandé aux candidats de tendre à réduire la taille (en octets) des illustrations.</i>	40.00 %
3- Compacité et cohésion de l'équipe projet. Le candidat doit : <ul style="list-style-type: none">Présenter une équipe de taille (nombre de co-traitant) adaptée au projet, permettant la fluidité des interactions entre les membres de l'équipe et avec la maîtrise d'ouvrageDémontrer la capacité des membres de l'équipe à travailler collectivement en s'appuyant sur des références communes	15%

Seuls seront analysés les documents explicitement demandés dans le présent RC. Les autres documents qui seraient transmis (plaquette commerciale, CV, book de références...) ne seront pas regardés ni pris en compte.

A l'issue de l'examen des candidatures, seuls les candidats admis à soumissionner sont invités à participer à la suite de la consultation et à remettre une offre. Les autres candidats sont informés du rejet de leur candidature.

En application de l'article R. 2144-5 du Code de la commande publique, les candidats sélectionnés doivent remettre, avant l'envoi de l'invitation à soumissionner, les documents justificatifs et autres moyens de preuve

mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-12 du Code de la commande publique. Les éléments et documents rédigés dans une langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.

Pour ce faire, l'acheteur adresse un courrier à chaque candidat sélectionné afin qu'il fournisse ces documents dans le délai imparti, qui ne peut être supérieur à 10 jours.

Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet les mêmes documents pour chacun de ses sous-traitants. En cas de groupement, le mandataire remet également les mêmes documents pour chaque membre du groupement, et leurs éventuels sous-traitants.

Si un candidat sélectionné ne fournit pas les documents demandés dans le délai imparti, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, ou produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, sa candidature est déclarée irrecevable et il est éliminé. Dans ce cas, le candidat dont la candidature a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents précités.

NOTA : Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, remettre les documents justificatifs et autres moyens de preuve dès la phase de candidature. Dans ce cas, ils ne seront pas demandés une seconde fois au candidat sélectionné.

7.2 - Suite à donner à la consultation

À l'issue de l'analyse des candidatures, le pouvoir adjudicateur établira la liste des candidats admis à participer à la phase d'offre.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2161-18 du Code de la commande publique, seuls les cinq (5) candidats ayant présenté les candidatures les mieux classées seront invités à remettre une offre initiale.

Après analyse des offres initiales, le pouvoir adjudicateur engagera une négociation avec l'ensemble des candidats retenus pour cette phase, dans les conditions prévues au présent règlement de consultation.

À l'issue de la négociation, les candidats seront invités à remettre une offre finale. Le marché sera attribué au candidat ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement des offres définis au présent RC.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV

BP 7007

31068 TOULOUSE

Tél : +33 320631300

Télécopie : +33 320306840
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr